Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

# Commission de protection du territoire agricole du Québec

**Rapport annuel 1988-1989**

Québec

90-03881/

Le contenu de cette publication a été rédigé par
la Commission de protection du territoire agricole du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boulevard Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal — 3 e trimestre 1989
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN: 2-551-08482-2
ISSN: 0712-4600

© Gouvernement du Québec

Monsieur Pierre Lorrain
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour la période comprise entre le 1er avril 1988 et le 31 mars 1989.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Le ministre de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation

Michel Pagé

Québec, 1989

Monsieur Michel Pagé
Ministre de l'Agriculture, des
Pêcheries et de l'Alimentation
200-A, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)

Monsieur le Ministre,

La Commission de protection du territoire agricole du Québec a l'honneur de vous présenter le rapport de ses activités pour la période comprise entre le 1er avril 1988 et le 31 mars 1989.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Le président de la Commission de protection
du territoire agricole du Québec,

Pierre Luc Blain

# Table des matières

**Chapitre I**
**La Commission** 9

1.1 Mandat 9

1.2 Composition 11

1.3 Activivés 12

**Chapitre II**
**Les Services** 13

2.1 L'organisation administrative 13

2.2 Le secrétariat 14

2.2.1 Le Service du personnel et de l'administration
— Ressources humaines 14
— Ressources financières 15
— Ressources matérielles 15

2.2.2 Le Fichier central 15

2.2.3 Le Service de l'information 16

2.3 La Direction des services techniques 16

2.3.1 Le Service des relations avec les municipalités régionales de comté (M.R.C.) 16

2.3.2 Le Service de l'analyse des demandes 16

2.4 La Direction des enquêtes et inspections 17

2.5 La Direction des affaires juridiques 17

2.5.1 Le Service juridique 17

2.5.2 Le Greffe 18

# Chapitre I
# La Commission

## 1.1 Mandat

La Commission de protection du territoire agricole du Québec est responsable de l'application des dispositions de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1).

### *La Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., c. P-41.1)*

La Loi sur la protection du territoire agricole fut adoptée le 22 décembre 1978 et amendée le 1er juillet 1982, le 20 juin 1985 et le 19 décembre 1986. La Commission, créée par cette loi, assure la protection du territoire agricole. À cette fin, elle est chargée de:

- décider des demandes d'autorisation qui lui sont soumises en vertu de la loi relativement à l'utilisation, au lotissement ou à l'aliénation d'un lot, de même que des demandes visant à l'inclusion d'un lot dans une zone agricole ou à l'exclusion d'un lot d'une zone agricole;
- délivrer les permis d'exploitation requis pour l'enlèvement de sol arable;
- délimiter, en collaboration avec la municipalité régionale de comté, la zone agricole dans une municipalité membre et, le cas échéant, en réviser la teneur;
- émettre un avis sur toute affaire qui lui est soumise en vertu de la loi;
- surveiller l'application de la loi.

La Commission peut ester en justice aux fins de l'application de la présente loi.

La Commission donne son avis au ministre sur toute question qu'il lui soumet et elle peut lui faire des recommandations sur toute question relative à la protection du territoire agricole.

Au 31 mars 1989, cette loi s'appliquait à 1564 municipalités comprises à l'intérieur de six régions agricoles désignées, identifiées conformément aux articles 22 et 25 de la loi.

**Régions agricoles désignées**

| Décrets de régions agricoles désignées | Date d'adoption | Date d'entrée en vigueur | Nombre de municipalités |
|---|---|---|---|
| 1re région:<br>— Basses-terres du Saint-Laurent et de l'Outaouais | 21 décembre 1978 | 22 décembre 1978 (effet rétroactif au 9 novembre 1978) | 614 |
| 2e région:<br>— Communauté régionale de l'Outaouais<br>— Saint-Louis-de-Gonzague-du-Cap-Tourmente | 2 avril 1980 | 5 avril 1980 | 7 |
| 3e région:<br>— Beauce et Cantons-de-l'Est<br>— Saguenay et Lac-Saint-Jean<br>— Abitibi et Témiscamingue<br>— Côte-du-Sud (1re partie) | 11 juin 1980 | 13 juin 1980 | 443 |
| 4e région:<br>— Comté de Rivière-du-Loup | 22 octobre 1980 | 24 octobre 1980 | 18 |
| 5e région:<br>— Basses-Laurentides<br>— Charlevoix<br>— Côte-du-Sud (2e partie)<br>— Péninsule de la Gaspésie | 17 juin 1981 | 19 juin 1981 | 286 |
| 6e région:<br>— Outaouais et les Laurentides<br>— Haute Côte-Nord<br>— Îles-de-la-Madeleine<br>— Territoires non organisés au sud du 50e parallèle de latitude nord | 5 novembre 1981 | 7 novembre 1981 | 196 |
| **Total** | | | **1 564** |

**Décrets de zones agricoles adoptés, en application de la Loi de protection du territoire agricole, et répartis par région agricole désignée**

| Région agricole désignée | Nombre de municipalités visées | Dossiers déposés au Greffe et Cabinet du ministre | Décrets adoptés | Décrets publiés | Décrets transmis aux municipalités et régistrateurs |
|---|---|---|---|---|---|
| 1re | 614 | 614 | 614 | 614 | 614 |
| 2e | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| 3e | 443 | 443 | 443 | 443 | 443 |
| 4e | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 |
| 5e | 286 | 286 | 285 | 285 | 285 |
| 6e | 196 | 196 | 192 | 192 | 192 |
| **Total** | **1 564** | **1 564** | **1 559** | **1 559** | **1 559** |

En résumé, sur un total de 1 564 corporations municipales et territoires non organisés composant les six régions agricoles désignées, une (1) seulement n'a pas, au 31 mars 1989, fait l'objet d'un décret de zone agricole adopté en vertu de l'article 50 de la loi. Il s'agit de la municipalité de Saint-Joachim-de-Tourelle, de la municipalité régionale de comté (M.R.C.) Denis-Riverin.

Au 31 mars 1989, vingt-trois (23) décrets de révision de zones agricoles ont été adoptés s'appliquant à trois cent trente-trois (333) municipalités:

**Décrets de révision de zones agricoles**

| Municipalité régionale de comté | Date d'entrée en vigueur |
|---|---|
| Acton | 2 juillet 1988 |
| Antoine-Labelle | 2 juillet 1988 |
| Argenteuil | 2 juillet 1988 |
| Beauce-Sartigan | 2 juillet 1988 |
| Coaticook | 2 juillet 1988 |
| Haut-Saint-François | 2 juillet 1988 |
| Lac-Saint-Jean-Est | 2 juillet 1988 |
| Vallée-de-l'Or | 2 juillet 1988 |
| L'Érable | 2 juillet 1988 |
| Maskinongé | 2 juillet 1988 |
| Matane | 2 juillet 1988 |
| Matawinie | 2 juillet 1988 |
| Mékinac | 2 juillet 1988 |
| Rivière-du-Loup | 2 juillet 1988 |
| Rivière-du-Nord | 2 juillet 1988 |
| Robert-Cliche | 2 juillet 1988 |
| Des Etchemins | 2 juillet 1988 |
| Îles-de-la-Madeleine | 2 juillet 1988 |
| Thérèse-de Bainville | 23 juillet 1988 |
| Bécancour | 18 février 1989 |
| Deux-Montagnes | 18 mars 1989 |
| Nouvelle-Beauce | 18 mars 1989 |
| Maskoutains | 18 mars 1989 |

### *La Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants (L.R.Q., C. A-4.1)*

Le 13 novembre 1979, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur Jean Garon, déposa à l'Assemblée nationale du Québec le projet de loi 41, portant sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants. Il fut adopté le 21 décembre 1979.

Cette loi oblige toute personne ne résidant pas au Québec à obtenir une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole pour acquérir une terre agricole de plus de quatre (4) hectares située au sud du 50e parallèle de latitude nord.

Toutefois, les dispositions de cette loi ne s'appliquent pas aux terres agricoles qui, dans une région agricole désignée, ne sont pas comprises dans une aire retenue aux fins de contrôle ou sont à l'extérieur d'une zone agricole établie en vertu de la Loi sur la protection du territoire agricole. À l'intérieur d'une région agricole désignée, les dispositions ne s'appliquent pas à la superficie d'un lot déjà utilisée à d'autres fins que l'agriculture.

La Commission de protection du territoire agricole du Québec autorise un non-résidant qui lui en fait la demande à devenir propriétaire d'une terre agricole de plus de quatre (4) hectares visée par la loi:

— lorsque le non-résidant est une personne physique qui établit sa résidence à Québec;

ou

— lorsqu'elle juge que la superficie visée par la demande n'est pas propice à la culture du sol ou à l'élevage des animaux.

Dans les autres cas, la Commission est habilitée à décider des demandes en prenant en considération, dans chaque cas, certains critères d'évaluation, notamment:

— les conditions biophysiques du sol et du milieu;

— le potentiel de la terre agricole en cause pour la culture ou l'élevage des animaux;

— les aspects économiques liés à l'utilisation de la terre à des fins agricoles;

— les conséquences d'une acceptation de la demande en regard de la préservation du sol agricole dans la municipalité ou la région concernée, de l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole.

### *Les règlements*

Le gouvernement a promulgué, par décrets, des règlements relatifs à la régie interne, à la tenue des auditions et des audiences publiques, aux droits à payer, aux façons de présenter une demande d'autorisation ou de permis d'enlèvement du sol arable et aux honoraires à payer aux experts et aux enquêteurs. Compte tenu des modifications aux règlements originaux en vigueur depuis le 22 décembre 1978, qui ont été apportées par le règlement d'application de la Loi sur la protection du territoire agricole (décret 1163-84) en vigueur au 6 juin 1984, seuls les règlements suivants sont encore pertinents en tout ou en partie:

— Décret 3976-78, 22 décembre 1978
Règlement relatif aux règles de régie interne de la Commission de protection du territoire agricole du Québec;

— Décret 3980-78, 22 décembre 1978
Règlement relatif aux honoraires des experts et enquêteurs dont la Commission de protection du territoire agricole du Québec juge opportun de retenir les services;

— Décret 1163-84, 6 juin 1984
Règlement d'application de la Loi sur la protection du territoire agricole.

## 1.2 Composition

La Commission est composée d'au plus seize (16) membres, dont un (1) président et cinq (5) vice-présidents, nommés par le gouvernement pour une période d'au plus cinq (5) ans. Une fois déterminée, la durée de leur mandat ne peut être réduite (article 4).

Au 31 mars 1989, la Commission comptait seize (16) membres:

| | |
|---|---|
| Président: | M. Pierre Luc Blain |
| Vice-présidents: | M. Louis Cormier |
| | M. Germain-Denis Girard |
| | M. Georges Labrecque |
| | M. Gaston Meunier |
| | M. Bernard Ouimet |
| Commissaires: | Mme Hélène Alarie |
| | M. Marcel Cliche |
| | M. Léandre Dion |
| | M. Armand Guérard |
| | M. Normand Lapointe |
| | M. Olivier Philibert |
| | M. Germain Robert |
| | M. Marc Rouleau |
| | M. Louis-René Scott |
| | M. Bernard Trudel |

Le gouvernement nomme le secrétaire de la Commission et fixe son traitement et ses allocations (article 9). Le secrétaire et les autres membres du personnel de la Commission sont régis par la Loi sur la fonction publique (c. F-3.1.1).

| | |
|---|---|
| Secrétaire de la Commission: | Mme Louise MacDonald-Charest |

## 1.3 Activités

En regard de la Loi sur la protection du territoire agricole, la Commission a reçu, au cours du présent exercice, 6 398 demandes d'autorisation. Les commissaires ont rendu 6 674 décisions, pour un cumulatif de 66 983 dossiers traités.

Durant cette période, la Commission a reçu 8 474 déclarations, en vertu des articles 32 (permis de construction) et 33 (dépôt d'un plan et de subdivisions), pour un cumulatif de 82 054 dossiers d'enquêtes. Ces déclarations découlent de l'exercice d'un droit personnel ou d'un droit acquis.

Le processus de renégociation des zones agricoles a été amorcé au cours de l'année et plusieurs dossiers ont déjà fait l'objet d'analyses et de discussions entre les membres de la Commission et les municipalités régionales de comté. Au 31 mars 1989, 23 décrets avaient été adoptés.

En regard de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidants, la Commission a reçu 107 demandes d'autorisation et 18 déclarations, pour un cumulatif de 1 124 dossiers.

**Loi sur la protection du territoire agricole**

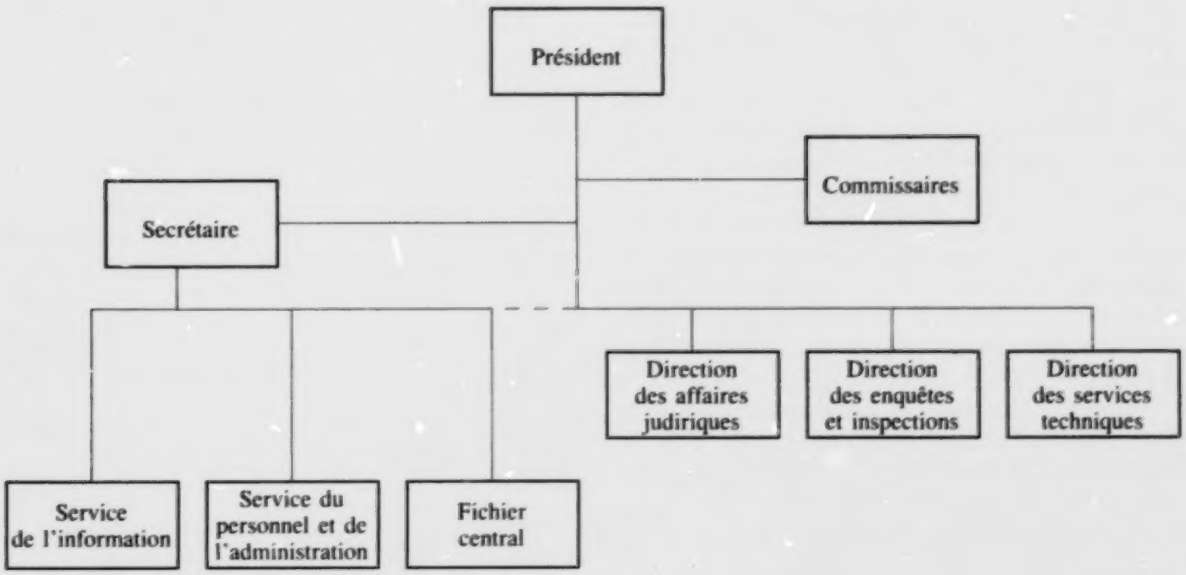
| | |
|---|---|
| Décisions rendues (1re instance) | 6 674 |
| Demandes en révision reçues | 624 |
| Décisions en révision rendues | 683 |
| Demandes en rectification reçues | 234 |
| Décisions en rectification | 250 |
| Ordonnances | 190 |
| Permis d'enlèvement de sol arable | 28 |

**Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants**

| | |
|---|---|
| Demandes reçues | 107 |
| Décisions rendues | 69 |

# Chapitre II
# Les Services

## 2.1 L'organisation administrative



## 2.2 Le Secrétariat

Le Secrétariat assure le soutien administratif à l'ensemble de la Commission, particulièrement dans le domaine de la gestion des ressources humaines, financières et matérielles. Il est responsable de l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, de la production du rapport annuel et des procès-verbaux des assemblées de la Commission, et gardien des résolutions adoptées par celle-ci. Il assure d'une façon générale les communications avec divers organismes ainsi qu'avec la clientèle de la Commission.

### *2.2.1 Le Service du personnel et de l'administration*

#### Ressources humaines

Au cours de la période du 1er avril 1988 au 31 mars 1989, la Commission a compté, parmi ses effectifs, des employés réguliers et des employés occasionnels embauchés sur des projets particuliers ou en raison d'un surcroît temporaire de travail.

Les effectifs réguliers autorisés par le Conseil du trésor étaient de 102 employés au 31 mars 1989; au total 139 personnes étaient à l'emploi de la Commission à cette même date.

**Le personnel régulier se répartit comme suit:**

| | |
|---|---|
| Hors cadres | 14 |
| Administrateurs | 6 |
| Professionnels | 39 |
| Agents de maîtrise | 2 |
| Personnel de bureau, techniciens et assimilés | 41 |
| **Total** | **102** |

**Le personnel occasionnel se répartit comme suit:**

| | |
|---|---|
| Professionnels | 12 |
| Personnel de bureau, techniciens et assimilés | 24 |
| Ouvrier | 1 |
| **Total** | **37** |

Trois (3) autres membres hors cadres de la Commission sont engagés sur la base d'honoraires et ne font pas partie du personnel régulier de la Commission.

**Tableau comparatif des effectifs au 31 mars 1988/1989**

| Directions/ Services | Hors-cadres | | C.S. & C.I. A.C.S. | | Professionnels | | Fonctionnaires | | Total des postes autorisés | | Occasionnels | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1988 | 1989 | 1988 | 1989 | 1988 | 1989 | 1988 | 1989 | 1988 | 1989 | 1988 | 1989 |
| Commission | 13 | 13 | 1 AMSA | — | — | 1 | 3 | 3 | 17 | 17 | 4 | 3 |
| Affaires juridiques | — | — | 2 | 2 | 11 | 11 | 9 | 8 | 22 | 21 | 5 | 5 |
| Enquêtes et inspections | — | — | 1 | 1 | 12 | 12 | 6 | 6 | 19 | 19 | 5 | 7 |
| Services techniques | — | — | 3 | 3 | 16 | 16 | 12 | 11 | 31 | 30 | 8 | 13 |
| Secrétariat: | 1 | 1 | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 | — | — |
| — Information | — | — | — | — | — | — | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 2 |
| — Fichier central | — | — | 1 AMSA | 1 CI | — | — | 5 | 5 | 6 | 6 | 4 | 4 |
| — Personnel et administration | — | — | — | — | — | — | 7 | 7 | 7 | 7 | 3 | 2 |
| **Totaux** | **14** | **14** | **8** | **7** | **39** | **40** | **43** | **41** | **104** | **102** | **30** | **37** |

### Ressources financières

Du 1er avril 1988 au 31 mars 1989, le Service du personnel et de l'administration a procédé à l'application des politiques financières du gouvernement et des réglementations et directives qui touchent la Commission.

**Budget 1988-1989**
(en milliers de dollars)

| Catégories de dépenses | |
|---|---|
| 01 — Traitements | 3 888,3 |
| 02 — Autres rémunérations | 1 021,0 |
| 03 — Communications | 280,0 |
| 04 — Services | 300,1 |
| 05 — Entretien | 50,0 |
| 06 — Loyers | 835,0 |
| 07 — Fournitures | 122,0 |
| 08 — Équipement | 20,0 |
| 11 — Autres dépenses | 2,0 |
| **Total du fonctionnement** | **7 044,1** |
| **Capital** | |
| 08 — Équipement | 72,0 |
| **Total du capital** | **72,0** |
| **Avances** | **15,0** |
| **Grand total** | **7 131,1** |

### *Revenus*

La Commission a perçu des droits payables qui ont totalisé, durant la période du 1er avril 1988 au 31 mars 1989, une somme de 157 730,85 $

**État des revenus perçus en 1988-1989**

| | | |
|---|---|---|
| 3. | Droits et permis | |
| | 3.9.91 Enlèvement du sol arable | 1 120,00 $ |
| | 3.9.92 Révision — décisions C.P.T.A.Q. | 12 923,55 |
| 4. | 4.1.01 Formules et documents | 2 344,59 |
| | 4.1.25 Plans de zone agricole | 18 228,25 |
| | 4.1.26 Bilans de zone agricole | 4,95 |
| | 4.1.G1 Enquêtes et auditions | 120 818,00 |
| 4.4 | Recouvrements | |
| | 4.4.02 Autres dépenses | 824,96 |
| | 4.4.21 Frais judiciaires | 1 104,60 |
| | 4.4.27 Frais d'expédition | 361,95 |
| **Total** | | **157 730,85 $** |

### *Ressources matérielles*

La Commission a fait l'acquisition d'équipements micro-informatiques et développé certaines applications à ses services juridiques.

### *2.2.2 Le Fichier central*

Au Fichier central de la Commission sont enregistrées les données relatives aux dossiers et à la correspondance acheminée à ses bureaux. On y effectue le tri quotidien des demandes d'autorisation, plaintes et déclarations en vertu de la Loi sur la protection du territoire agricole et en vertu de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidants, ainsi que la correspondance générale relative aux dossiers.

L'activité principale du Fichier central consiste en la réception, le traitement et la codification alphanumérique des documents.

Sur le plan interne, le Fichier contrôle le mouvement des dossiers au sein des différents services et directions. Il procède aussi au suivi et au rappel des dossiers lorsqu'une décision le nécessite.

À titre de dépositaire des dossiers de la Commission, le Fichier en assure également l'accessibilité. À cet effet, tous les intéressés au sens de la loi et des règlements peuvent consulter les dossiers et obtenir copie des documents déposés au Greffe.

**Nombre de dossiers ouverts**

| Loi sur la protection du territoire agricole | | |
|---|---|---|
| | **Période 1988-1989** | **Cumulatif** |
| Demandes d'autorisation | 6 398 | 68 019 |
| Déclarations | 8 474 | 82 054 |
| Plaintes | 323 | |
| **Total** | **15 195** | **150 073** |

| Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants | | |
|---|---|---|
| | **Période 1988-1989** | **Cumulatif** |
| Demandes d'autorisation | 109 | |
| Déclarations | 18 | |
| **Total** | **127** | **1 126** |

### *2.2.3 Le Service de l'information*

En vue d'assurer une meilleure compréhension des diverses dispositions de la Loi sur la protection du territoire agricole et de la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants, le Service de l'information dispose de différents programmes et publications pour rejoindre ses clientèles cibles.

Des préposés aux renseignements à Québec et à Longueuil sont chargés de recevoir les visiteurs et de répondre aux nombreuses demandes d'information qui sont adressées à la Commission.

Des séances d'information ont également eu lieu auprès de différents groupes qui en avaient fait la demande.

## 2.3 La Direction des services techniques

### *2.3.1 Le Service des relations avec les municipalités (M.R.C.)*

Ce service a pour mandat d'informer les municipalités régionales de comté, les communautés, les municipalités et les fédérations régionales de l'Union des producteurs agricoles sur la partie de la loi qui traite de la révision de la zone agricole ainsi que sur les procédures à suivre pour nous acquitter de ce mandat.

Sur réception des demandes, l'analyste complète le dossier de révision des zones agricoles présenté à la Commission par une municipalité régionale de comté ou par une communauté, procède à son analyse et le présente à la Commission pour une prise de décision.

La procédure suivie par la Commission pour la révision des zones agricoles est sensiblement la même que celle qui fut suivie à l'occasion de l'établissement des zones agricoles entre 1979 et 1982. Les principales différences consistent à négocier la révision des zones agricoles avec les municipalités régionales de comté ou les communautés alors que la première négociation avait lieu avec les municipalités. De plus, à l'occasion de la révision des zones agricoles d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté, la Commission négocie directement avec les représentants de la municipalité régionale de comté ou de la communauté, alors qu'auparavant la négociation se faisait par l'entremise de l'analyste de la Commission.

Au cours de l'exercice, le Service a procédé à de nombreuses rencontres d'information auprès des municipalités régionales de comté, des municipalités et de l'Union des producteurs agricoles.

**Bilan de la révision des zones agricoles au 31 mars 1989**

| | | |
|---|---|---|
| Nombre total de MRC et de communautés | | 97 |
| — Avis demandés (article 69.1) | | 87 |
| — Avis expédiés | | 86 |
| — Dossiers de révision: | | |
| — décrétés | 23 | |
| — transmis pour décret | 3 | |
| — où la négociation est terminée | 30 | |
| — en cours de négociation | 24 | |
| — en cours d'analyse | 4 | |
| — non déposés | 3 | |
| — à venir | 10 | |

### *2.3.2 Le Service de l'analyse des demandes*

Le Service de l'analyse des demandes a pour mandat d'étudier et d'analyser toutes demandes d'usages dérogatoires à la Loi sur la protection du territoire agricole, ainsi que toutes demandes en vertu de la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants, avant que ces dernières ne soient soumises aux commissaires pour décision.

Lors de la réception d'une demande d'autorisation, les analystes procèdent à la vérification de tous

les faits mentionnés et de toutes les pièces produites au soutien de cette demande, tels le titre de propriété, le(s) numéro(s) de lot(s), le cadastre, l'usage du ou des lots, ainsi que des lots adjacents, et complètent la demande au besoin.

Chaque dossier est accompagné de différents documents (carte d'utilisation du sol, de potentiel agricole, topographique et de photographies aériennes) permettant une analyse à la fois des composantes biophysiques et des diverses utilisations du milieu dans lequel s'inscrit la demande.

Depuis l'adoption de la loi 44 (20 juin 1985), le Service de l'analyse des demandes fait parvenir au demandeur ainsi qu'à toute personne intéressée, trente (30) jours avant la date fixée pour l'audition, copie de l'analyse du dossier et une liste des autres documents faisant partie du dossier. Ainsi, ces personnes peuvent soumettre leurs représentations à la Commission avant la prise de décision.

### *Activités*

Durant cet exercice, la Commission a reçu 6 398 demandes d'autorisation en vertu de la Loi sur la protection du territoire agricole et 109 demandes d'autorisation en vertu de la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants.

#### *Dossiers analysés*

| **Loi sur la protection du territoire agricole** | |
|---|---|
| Analyses régulières | 6 430 |
| Compléments d'analyse | 317 |
| Visites de terrain (expertises) | 481 |

| **Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants** | |
|---|---|
| Analyses régulières | 109 |

De plus, le Service a approfondi différentes avenues et procédé à des expérimentations dans le domaine de la géomatique, afin de doter la Commission des instruments de pointe pour l'aider dans l'accomplissement de son mandat.

## 2.4 La Direction des enquêtes et inspections

La Direction des enquêtes et inspections est chargée de faire respecter la Loi sur la protection du territoire agricole et la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants.

Elle a comme responsabilité principale la reconnaissance des droits réclamés par les citoyens, les corporations et les organismes. Ses activités principales consistent en l'analyse des déclarations des droits réels et personnels, des plaintes provenant du public et de certaines demandes particulières d'intervention émanant de la Commission.

Du 1er avril 1988 au 31 mars 1989, 9 853 dossiers ont été traités. Depuis le 1er janvier 1979, le nombre de dossiers traités s'élève à 90 406.

### *Activités*

| **Loi sur la protection du territoire agricole** | |
|---|---|
| Déclarations conformes (art. 32, 33) | 7 894 |
| Déclarations non conformes (art. 32, 33) | 620 |
| Demandes par les commissaires | 223 |
| Plaintes | 448 |
| Suivis d'ordonnances conformes | 135 |
| Suivis d'ordonnances dérogatoires | 86 |
| Vérifications d'application des décisions rendues par la Commission | 54 |
| Autres enquêtes (divers) | 375 |
| **Total** | **9 835** |

| **Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants** | |
|---|---|
| Enquêtes | 18 |
| **Total** | **18** |
| **Grand total** | **9 853** |

## 2.5 La Direction des affaires juridiques

Cette direction composée d'avocat(es) et de notaires, assistés de secrétaires et d'un(e) agent(e) de bureau, regroupe le Greffe et le Service juridique dans ses rôles de conseiller/plaideur, en regard de l'application des lois qu'administre la Commission, soit:

— la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidants (L.R.Q. c. A-4.1);

— la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q. c. P-41.1).

### *2.5.1 Le Service juridique*

Ses principales responsabilités sont les suivantes:

— procéder à l'examen systématique de tous les dossiers en provenance de la Direction des services techniques et relatifs aux demandes d'autorisation ou de permis soumises à la Commission, avant l'audition, pour en évaluer les aspects juridiques et assurer la Commission qu'elle est en mesure d'exercer légalement sa juridiction;

— étudier les dossiers en provenance du Service des enquêtes et inspections, lorsque la vérification ou l'enquête permet de douter de la conformité d'un

acte ou d'un geste posé: s'il y a lieu, émettre des avis de non-conformité ou des préavis d'ordonnance;

— agir à titre de procureur à l'occasion de commissions d'enquêtes tenues en vertu de l'article 19 de la loi et d'enquêtes publiques tenues en vertu de l'article 14.1;

— assurer le suivi des décisions de la Commission, notamment en regard du respect des conditions imparties;

— représenter la Commission devant les tribunaux, tant en demande, pour assurer le respect de la loi, qu'en défense, pour protéger la juridiction confiée à la Commission.

***Activités***

Durant l'exercice 1988-1989, la Commission a ouvert 15 322 dossiers; de ce nombre, 6 398 dossiers étaient des demandes d'autorisation.

Par ailleurs, pendant la même période, la Commission a rendu 6 089 décisions, et la Direction des affaires juridiques a procédé au rappel de certaines décisions rendues afin de vérifier l'exécution des conditions imposées lors de l'émission de ces dernières.

Le Service juridique a traité les demandes en révision et en rectification présentées à l'encontre des décisions rendues. À ce chapitre, la Commission a accusé réception de 624 demandes de révision, et a prononcé 584 décisions sur ces demandes. De plus, elle a rendu 256 décisions sur des demandes de rectification.

En outre, la Direction des affaires juridiques a procédé, en collaboration avec la Direction des enquêtes et inspections, à l'évaluation de toutes les enquêtes transmises par cette direction, tant sur les déclarations que sur les plaintes, et a procédé à la rédaction de 190 ordonnances.

Enfin, la Direction des affaires juridiques a apporté un support technique au Service de l'information et a délégué des juristes pour diffuser de l'information juridique aux intervenants du monde municipal et du monde agricole.

### *2.5.2 Le Greffe*

Le Greffe de la Commission repose sur l'article 15 de la Loi sur la protection du territoire agricole. Il est situé au siège social de la Commission à Québec.

Son rôle consiste à conserver l'original des documents qui y sont déposés, en vertu de la loi, et en délivrer des copies certifiées sur demande.

Les documents déposés sont notamment les suivants:

— décisions;

— avis;

— ordonnances;

— permis d'enlèvement de sol arable;

— décrets de région agricole désignée;

— avis d'adoption des décrets de région agricole désignée;

— plans sommaires;

— descriptions techniques et plans de l'aire retenue aux fins de contrôle;

— décrets de zone agricole;

— descriptions techniques et plans de la zone agricole.

En plus de sa fonction de dépositaire des documents originaux, le Greffe exerce des activités connexes comprenant:

— la transmission des décisions, avis, ordonnances et permis;

— l'enregistrement et la transmission des décrets de zone agricole;

— l'enregistrement et la transmission des avis relatifs à l'inclusion ou à l'exclusion d'un lot d'une zone agricole;

— la réception des demandes de révision et l'émission de certificats attestant le respect ou le non-respect du délai prescrit par la loi.

***Activités***

I — Modifications apportées aux zones agricoles décrétées à la suite de l'enregistrement d'avis de décisions en vertu de l'article 67 de la loi (inclusion et exclusion):

| | |
|---|---|
| Nombre d'avis enregistrés | 98 |
| Répartition: inclusions | 63 |
| exclusions | 35 |
| Nombre d'ordonnances | 190 |
| Répartition: Québec | 105 |
| Longueuil | 85 |

II — Émission de copies de documents aux parties intéressées:

Acheminement de décisions, ordonnances et permis: 35 595.

III — Émission de copies de documents au public en général: 360.

IV — Rappels de dossiers et de décisions:

Dossiers transmis aux procureurs pour vérification suivi: 806.

**Transmission de documents relatifs aux zones agricoles**

| | Décrets | Plans | Descriptions techniques |
|---|---|---|---|
| Municipalités | 333 | 826 | 666 |
| Bureaux d'enregistrement | 23 | 413 | 333 |
| Ministères, organismes publics | 115 | 2 065 | 1 665 |
| Entreprises privées, professionnels, public en général | 56 | 4 025 | 125 |
| **Total** | **527** | **7 329** | **2 789** |